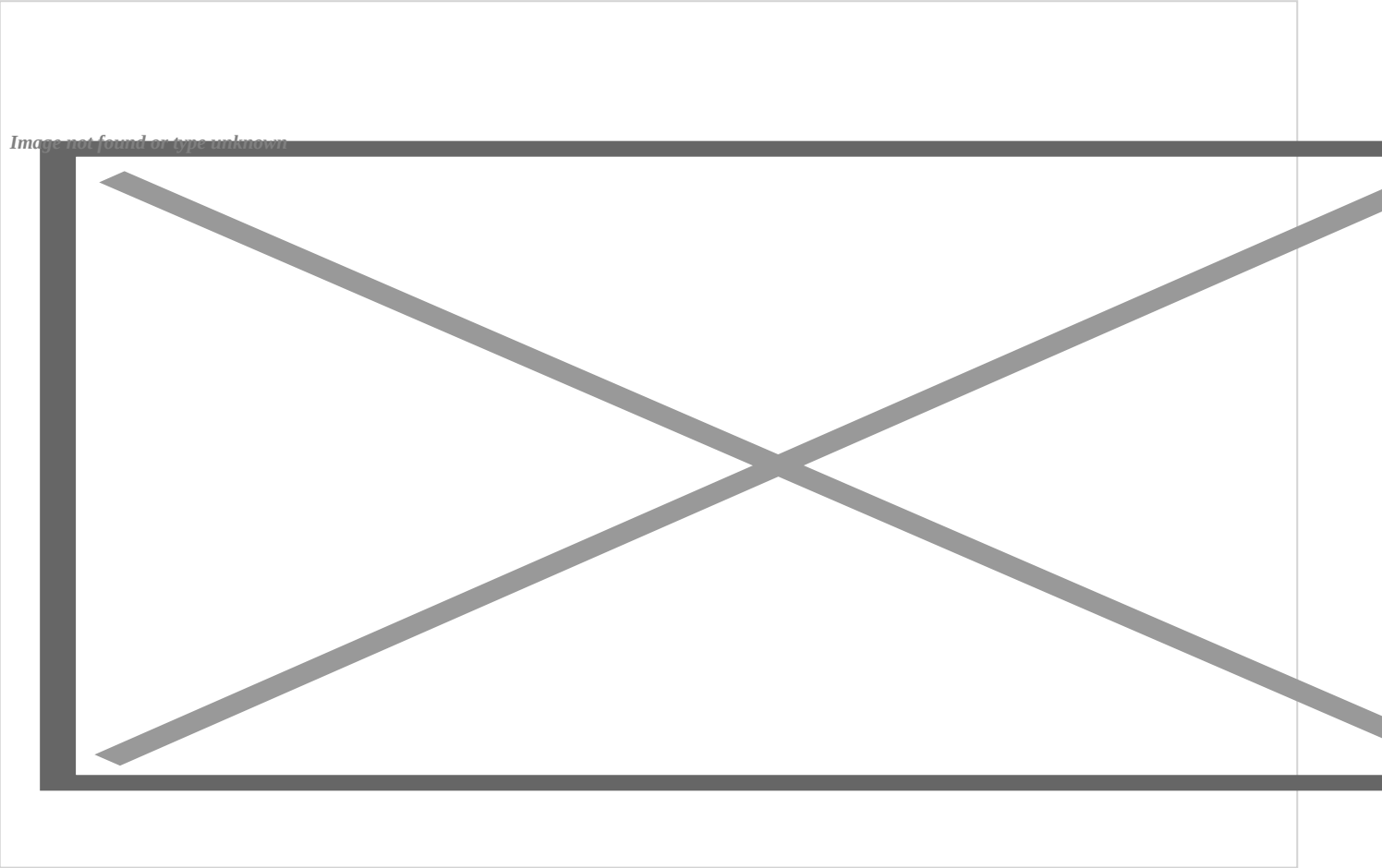
Díaz-Canel : la politique hostile des États-Unis a un impact direct et extraordinaire sur le flux migratoire cubain



Chiapas, 22 octobre (RHC) - Le président Miguel Díaz-Canel Bermúdez a dénoncé ce dimanche au Mexique que la politique hostile du gouvernement des États-Unis contre l'île "a un impact direct et extraordinaire sur le flux migratoire cubain et de façon collatérale sur les pays de la région par lesquels passe cette migration".

Lors de la " Rencontre de Palenque : pour un voisinage fraternel avec le bien-être ", convoquée par le président mexicain Andrés Manuel López Obrador pour aborder la question de la migration dans la région, le chef d'État cubain a estimé que " le potentiel migratoire cubain est en outre stimulé, de manière très significative, par la politique hostile des États-Unis ".

Le dirigeant caribéen a souligné que cette politique de pression maximale s'exprime, en premier lieu, par le "blocus économique, renforcé ces dernières années de manière criminelle par un système complet et global de mesures coercitives visant, par définition, à déprimer le niveau de vie de la population cubaine, à réduire son revenu réel et à la faire souffrir de la faim et de la misère".

La classification injuste, absurde et arbitraire de Cuba en tant qu'État soutenant le terrorisme a également une incidence significative sur l'effet économique de cette politique, a-t-il estimé.

Díaz-Canel a évoqué la manière dont le gouvernement américain "accorde un traitement privilégié aux Cubains qui arrivent à sa frontière méridionale ou maritime dans le but de s'installer définitivement dans ce pays".

La grande majorité d'entre eux, a-t-il dit, sont acceptés quel que soit le statut avec lequel ils sont arrivés à la frontière. De nombreux Cubains sont convaincus que, contrairement aux ressortissants d'autres pays, leurs chances de s'installer aux États-Unis sont très élevées s'ils parviennent à franchir la frontière par n'importe quel moyen.

Pour des raisons politiques également, a ajouté le président, "il existe aux États-Unis une loi fédérale appelée Cuban Adjustment Act (Loi d'Ajustement Cubain), en vertu de laquelle tout Cubain entré dans le pays après le 1er janvier 1959 a la possibilité d'obtenir la résidence permanente un an après son arrivée".

Il s'agit, a-t-il expliqué, d'un privilège unique dont ne bénéficient les ressortissants d'aucun autre pays. Il est exclusif aux Cubains et constitue une incitation extraordinaire pour les migrants.

Díaz-Canel a dénoncé l'impunité des autorités américaines face aux migrants qui ont eu recours au vol d'un avion de fumigation, ou à d'autres qui voyagent comme passagers clandestins dans des avions civils, ce qui, a-t-il souligné, "en plus de stimuler l'émigration illégale depuis Cuba, crée des précédents très dangereux pour la sécurité de l'aéronautique civile internationale, et constitue une violation des accords migratoires signés entre les deux pays".

"Toutes ces pratiques répondent à des motivations purement politiques et sont dépourvues de toute légitimité ou justification morale", a-t-il ajouté.

Díaz-Canel a expliqué aux autres délégations réunies au Chiapas qu'il existait entre Cuba et les États-Unis plusieurs accords migratoires, toujours en vigueur, qui avaient été conçus pour garantir une migration ordonnée, régulière et sûre entre les deux pays.

Cependant, a-t-il critiqué, les actions du gouvernement américain vont à l'encontre de ces objectifs et empêchent leur réalisation.

"Il est impossible de comprendre le volume et la nature des flux migratoires de Cubains traversant les pays de la région vers les États-Unis sans prendre en compte le poids de ces facteurs qui les rendent uniques et les renforcent", a-t-il souligné.

Le chef de l'État cubain - un pays qui figure parmi les huit nations qui comptent le plus de migrants dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, selon les données du ministère mexicain des Affaires étrangères - a précisé que "la modification des causes structurelles de la migration cubaine, tant régulière qu'irrégulière, et l'influence fondamentale sur la réduction du flux de migrants cubains à travers divers pays sont entre les mains des autorités américaines".

Il a rappelé qu'en général, les Cubains qui quittent l'île légalement deviennent des migrants irréguliers, soumis à toutes sortes de risques et de dangers, en transit vers les États-Unis.

"Lorsqu'il y a une volonté d'agir dans ce sens, je vous assure que vous aurez toujours l'engagement et la coopération de Cuba.

Dans son discours, Díaz-Canel a souligné que Cuba maintient des mécanismes de coopération bilatérale en matière de migration avec des pays de la région et échange des alertes migratoires avec d'autres pays, dans le but de mettre en œuvre les outils nécessaires pour assurer un flux régulier, ordonné et sûr de voyageurs et, en même temps, pour lutter contre le trafic de migrants irréguliers et la traite des êtres humains.

Des délégations de 11 pays de la région concernés par la migration régulière ont participé à la réunion : Belize, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Panama et Venezuela étaient présentes.

(Source Site Présidence de la République)

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/337164-diaz-canel-la-politique-hostile-des-etats-unis-a-un-impact-direct-et-extraordinaire-sur-le-flux-migratoire-cubain

Radio Habana Cuba